



**MOBILISONS-NOUS
POUR LE FUTUR
DE L'AGRICULTURE !**

Nos 10 propositions pour une agriculture viable en 2035,
respectueuse des paysans et paysannes, du climat,
de la biodiversité et de notre santé.



SOMMAIRE



Contexte : Une situation agricole et alimentaire préoccupante

4

A 83 % des français et françaises qualifient
l'avenir d'inquiétant

4

B La "3^e révolution agricole" annoncée est-elle
une solution ?

5



Plan d'action : Nos 10 propositions pour une agriculture viable en 2035, respectueuse des paysans et paysannes, du climat, de la biodiversité et de notre santé

7

Les agricultures productivistes et industrialisées produisent de graves **déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux** et ne parviennent pas à répondre aux besoins alimentaires mondiaux, ni en quantité, ni en qualité.

Au Sud comme au Nord, elles rendent les paysans et paysannes dépendants et ne leur permettent pas de **vivre décentement de leur terre, de leur savoir-faire et de leur travail**. Elles menacent les grands équilibres écologiques.

Il est urgent de changer de modèle agricole en redonnant à l'agriculture paysanne la place qui lui est due, car elle est porteuse d'**innovations** et de **solutions durables** pour l'Humanité, le vivant et le climat.

Depuis plus de 45 ans, AVSF milite et agit au Sud pour des agricultures paysannes et agroécologiques ambitieuses, en capacité de contribuer de manière durable à la sécurité alimentaire des villes et des campagnes, réduire les inégalités et la pauvreté, et favoriser l'émancipation économique et sociale des hommes, des femmes et des jeunes du monde rural et de leurs organisations.

83 %

des françaises et français qualifient l'avenir d'inquiétant¹.

Il y a de quoi s'inquiéter ! Le changement climatique de plus en plus prégnant, l'érosion de la biodiversité sauvage et domestique, les risques sanitaires, la surpopulation supposée du monde à venir, les fractures sociales et la montée des extrêmes dans les sociétés démocratiques, les tensions géopolitiques, l'IA et la surveillance généralisée, la post-vérité, etc.

Ces inquiétudes sur l'avenir résonnent avec l'actualité récente et la colère des agriculteurs-ices en Europe, qui bien qu'exerçant le métier le plus essentiel, celui de nourrir les populations, voient leur profession leur échapper et se questionnent sur leur futur.

Des salaires parfois misérables pour un travail colossal, une concurrence déloyale internationale et des filières agricoles inévitables dans lesquelles certains acteurs confisquent la valeur, des dettes abyssales, une complexité administrative labyrinthique, un sentiment de déclassement et de décalage avec le reste de la population, pour certains une solitude et un mal-être psychologique, etc.

En Europe, les questions agricoles et alimentaires sont confisquées par certains acteurs privés qui cherchent à maximiser leur profit et excluent du débat et des décisions les premiers concernés, à savoir les agriculteurs et agricultrices eux-mêmes et les consommateurs.

Si les diagnostics et les remèdes exprimés sont multiples et parfois contradictoires, cette colère a eu la vertu de mettre en débat en Europe certaines questions incontournables pour le futur :

- Quelle alimentation souhaitons-nous ?
- Qui doit produire cette nourriture ?
- Dans quelles conditions économiques, sociales et écologiques souhaitons-nous produire ?
- Qui décide de notre avenir alimentaire ou comment démocratiser le futur de l'alimentation ?

Dans les pays vulnérables des Suds frappés de plein fouet par des conflits violents et le réchauffement climatique, ces marchés et filières agricoles **profondément inéquitables** ne rémunèrent pas non plus dignement le travail des hommes et femmes qui nourrissent leurs territoires. Et ne nous y trompons pas : ici comme là-bas, si le revenu décent est le cœur des batailles de tous les paysans du monde, il s'agit aussi de se battre **pour des agricultures qui maintiennent de l'emploi et de la vie dans les territoires ruraux et plus respectueuses de la biodiversité, du climat, de la santé des sols, des animaux et de notre santé à tous.**



La « 3^e révolution agricole »

annoncée est-elle une solution ?

Une « 3^e révolution agricole » semble déjà à l'œuvre, avec son lot de supporters : en réalité, une fuite en avant hyper-technologique, au nom d'une supposée « agroécologie » qui n'en est pas, ou d'une protection de la nature, basée sur le numérique, la robotique, la génétique, les biotechnologies.

Quelques tendances se dessinent déjà :

- **L'agriculture de précision** cherche à optimiser les rendements et les usages des intrants, avec une armée de drones, l'usage de capteurs et du big data, d'imagerie satellite, etc.
- **Les nouvelles technologies génomiques** ou nouveaux OGM pour améliorer certaines caractéristiques des plantes.
- **Le ferming** (farm + fermentation) ou comment produire de la nourriture sans agriculture et sans agriculteurs, à base de levure, d'algues, bactéries et champignons, produite de manière industrielle et souvent prôné par des personnes enthousiastes pour le transhumanisme.
- **La « viande cultivée »** ou in-vitro.
- **Les politiques agricoles de plus en plus inéquitables :** orientées par les grandes entreprises agroalimentaires, elles favorisent le productivisme à outrance et les exportations, au détriment de la qualité des aliments et des producteurs locaux.



Ces perspectives poursuivent l'industrialisation du vivant et introduisent une rupture civilisationnelle, accentuant la distinction et la distance entre nature et espèce humaine.

Il y a urgence à agir !



L'agriculture et l'élevage paysan se fondent sur des exploitations familiales à taille humaine, souvent en polyculture-élevage ou dans des systèmes pastoraux. Elles tirent parti des ressources naturelles et locales, en préservant les écosystèmes dont elles dépendent directement pour leur survie et sans dégrader notre santé.

Les pratiques agroécologiques s'appuient sur des savoirs paysans anciens, mais elles peuvent aussi s'enrichir des dernières avancées scientifiques. Et dans les pays du Sud, si les paysans et paysannes n'ont souvent pas les moyens d'utiliser des technologies high-tech, ils peuvent s'appuyer sur des techniques « low-tech » et durables.

Fondement de notre civilisation et majoritaire dans le monde, l'agriculture paysanne s'avère

un modèle émancipateur pour les familles paysannes, qui veillent à conserver leur autonomie (alimentaire, économique, etc.) vis-à-vis des autres acteurs du secteur agricole et de l'élevage.

Elle est à même de s'insérer dans des filières plus durables et équitables, en répondant plus facilement aux attentes des autres acteurs, et surtout des consommateurs pour fournir des produits de qualité, sains, respectueux de l'environnement, des sols, de notre santé, du bien-être animal.

La révolution est ici subtile puisqu'il s'agit d'utiliser le progrès scientifique pour renouer avec la complexité du vivant et des écosystèmes : composer avec plutôt que contre.

Nos 10 propositions

pour une agriculture viable en 2035, respectueuse des paysans, des paysannes, du climat, de la biodiversité et des consommateurs au Sud comme au Nord.

1. Rémunérer correctement les paysans et paysannes

qui fournissent plus de 70 % de notre alimentation dans le monde. Ces paysans et paysannes qui nous nourrissent constituent paradoxalement un des segments les plus vulnérables à la faim et à la pauvreté. Une rémunération juste de leur travail, qui tienne compte de leurs réels coûts de production, est un impératif pour le maintien d'agricultures et de territoires ruraux vivants. Elle est par ailleurs un facteur essentiel d'une transition agroécologique réussie : avec de meilleurs revenus, les familles paysannes vivent plus dignement de leur travail et peuvent investir dans des pratiques plus durables. Pour cela, ce sont non seulement les prix payés, mais également les marges des autres acteurs des filières qui doivent être encadrées, pour une répartition plus juste de la valeur, du champ à l'assiette.

2. Accélérer les transitions agroécologiques du futur

Contrairement à l'agriculture conventionnelle, l'agroécologie préserve la biodiversité sauvage et cultivée, fait preuve de résilience face au dérèglement climatique, émet moins de gaz à effet de serre, fixe le carbone dans les sols et les arbres. Elle assure aux paysans des revenus justes et dignes lorsque les filières reconnaissent la qualité des produits qui en sont issus. Les financements publics et privés doivent donc massivement appuyer les transitions agroécologiques et soutenir en priorité les familles paysannes qui sont partout dans le monde les plus avancées en la matière. Les politiques publiques doivent leur permettre de faire valoir leurs droits par un meilleur accès au foncier, à l'eau et aux semences paysannes, mais aussi faciliter l'acquisition de moyens de production comme le matériel agricole ou les engrais organiques. Elles doivent également faciliter la mise en place de filières, qui rémunèrent correctement les produits agroécologiques.



3. Construire un nouveau contrat social de l'alimentation

entre producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs. Un prérequis indispensable pour les filières agroalimentaires du futur, qui prennent en compte et respectent les intérêts de toutes et tous, en particulier : une juste rémunération du travail de chacun, des produits de qualité et sains, à des prix accessibles et respectant l'environnement, le climat et la biodiversité. Pour ce faire, il s'agit aussi de renforcer le poids et la gouvernance des organisations paysannes, afin qu'elles soient en mesure de défendre leurs droits dans ces espaces de dialogue.

4. Réguler les échanges commerciaux : pour des règles justes et équitables

Pour atteindre les objectifs de souveraineté alimentaire, la régulation des marchés internationaux, la mise en place de filières plus durables, transparentes et équitables, enfin la reterritorialisation des systèmes alimentaires doivent primer sur des pures logiques de concurrence déloyale pour gagner des marchés. Les règles commerciales doivent évoluer afin de garantir des prix rémunérateurs pour les producteurs, privilégier la mise sur le marché de productions agroécologiques et mettre fin aux pratiques de dumping. En d'autres termes : échanger moins mais mieux.

5. Défendre l'élevage paysan contre l'élevage industriel

Les graves conséquences de l'élevage industriel sont bien connues : déforestation, excès de consommation d'eau ou d'énergie fossile, confinement et mauvais traitements des animaux, prolifération des maladies animales, concurrence déloyale des pays industrialisés appauvrissant les éleveurs et éleveuses du Sud, etc. L'excès d'antibiotiques ou hormones de synthèse pour soigner et accélérer la croissance des animaux est néfaste pour la santé humaine et de l'environnement : antibiorésistance, émergence d'épidémies, transmissibles dans certains cas aux humains. L'élevage paysan à taille humaine s'inscrit dans l'agroécologie et réunit de nombreuses solutions : il garantit la qualité des produits, respecte le bien-être animal, valorise les déchets agricoles, fertilise naturellement les sols et permet aux familles rurales de survivre et d'acquérir une stabilité économique.



6. Défendre l'usage des semences paysannes contre la privatisation du vivant

Des entreprises semencières tentent d'imposer des semences industrielles modifiées, voire des OGM, chers, qui ne peuvent parfois pas être reproduites et nécessitent très souvent l'utilisation de pesticides. Un piège pour les paysans et paysannes qui glissent vers une dépendance dangereuse. À l'inverse, les semences paysannes issues de leurs propres récoltes ou échangées localement leur garantissent l'autonomie, enrichissent la biodiversité et s'adaptent aux conditions climatiques et topographiques spécifiques des territoires.

7. Réduire l'usage des pesticides et intrants chimiques

et éliminer d'urgence les produits les plus dangereux (Highly Hazardous Pesticides). Partout dans le monde, ces produits ont des conséquences alarmantes sur la santé humaine et environnementale. Il est urgent de développer et promouvoir des alternatives agroécologiques (agriculture biologique, agroforesterie, rotation de cultures, biopesticides et compost, etc.), et de sensibiliser les paysans et paysannes du monde aux risques et aux bonnes pratiques d'utilisation.

8. Mieux utiliser les médicaments vétérinaires

À l'instar de la santé humaine, l'excès ou le surdosage de médicaments vétérinaires de synthèse menace la santé des animaux, des éleveurs, de l'environnement et favorise l'antibiorésistance. Il s'agit de former les éleveurs à une utilisation raisonnée de ces produits, améliorer les conditions et pratiques d'élevage pour prévenir les maladies (habitat, alimentation, reproduction, etc.), favoriser l'accès à des soins vétérinaires de qualité dans les campagnes et revaloriser et évaluer les pratiques et savoirs traditionnels de santé vétérinaire.



9. Valoriser et enrichir les savoirs paysans

Les populations paysannes détiennent des pratiques et des savoirs ancestraux en matière de production durable en agriculture et d'élevage, de pratiques agroécologiques, de santé vétérinaire, dont beaucoup font leur preuve. Ces connaissances et savoirs, parfois mal connus, peuvent être évalués mais aussi enrichis par les dernières recherches scientifiques pour parvenir à des solutions et pratiques innovantes adaptées aux besoins et aux contextes locaux. Cette démarche doit être complétée par une plus large diffusion et sensibilisation des producteurs et productrices elles-mêmes à ces savoirs améliorés et à l'efficacité confirmée.

10. Lutter contre les discriminations des femmes et des jeunes

Les femmes et les jeunes se heurtent à des traditions, des normes sociales et des contraintes d'accès aux ressources productives (terre, eau, etc.) qui limitent leur rôle dans les filières agricoles. Pourtant, ils et elles sont le futur de l'agriculture : les femmes produisent déjà 50 % de la nourriture dans le monde, tandis que les jeunes sont plus aptes à expérimenter des pratiques agroécologiques innovantes et à dynamiser les territoires ruraux, dans un contexte de désertion des métiers agricoles. L'urgence est de leur faciliter l'accès à la terre et aux ressources naturelles, aux savoirs et à la formation, enfin aux instances de décision sur leurs territoires et dans les organisations paysannes. Favoriser l'égalité des chances des femmes et des jeunes aura ainsi un impact positif sur la production agricole et la sécurité alimentaire.





Siège

14 avenue Berthelot
(bâtiment F bis)
69007 Lyon – France

Antenne

45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex - France

www.avsf.org

